



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Les enseignements militaires du conflit armé en Ukraine

février 2023

Hors-Série



éditorial

Lorsqu'en mai 2020 le noyau de l'avant-garde révolutionnaire en Belgique et en France a lancé la revue *Crise*, il s'agissait de disposer d'un organe destiné à publier régulièrement des analyses de ce qui a été défini comme la *seconde crise générale du mode de production capitaliste*.

L'accent a au fur et à mesure été mis spécifiquement sur le développement inévitable de la tendance à la guerre, annonçant notamment de manière clairvoyante le conflit entre la Russie et l'Ukraine (et l'OTAN), ainsi que sur les restructurations économiques et les conséquences sociales et culturelles de l'essor de l'économie de guerre.

À maintenant près d'un an du début du déclenchement de l'invasion militaire russe en Ukraine, l'ensemble de nos thèses ont été validées par les faits. Il nous apparaît important de marquer de manière significative un point d'étape sur le plan qualitatif. C'est la raison d'être de ce hors-série, qui aborde ouvertement et directement la question de la guerre populaire à venir.

Il est de fait inévitable désormais que cet aspect apparaisse toujours plus nettement et gagne toujours plus en importance, même si le décalage entre ce mouvement historique implacable et le degré de conscience au sein des masses, notamment dans nos pays respectifs, est gigantesque. Il nous faut lutter contre la sidération, la corruption et la lâcheté au sein des masses de nos pays, encore passives face à leur responsabilité historique.

Tout cela ne saurait durer. Le matérialisme dialectique accorde une grande attention à la notion d'étape dans le mouvement général de l'Histoire en particulier. Une étape implique un saut qualitatif, une recomposition sans retour possible, même si au bout du compte, le mouvement révolutionnaire peut connaître un échec relatif, un détour.

Il faut voir le mouvement historique non comme une ligne, avec des mécanismes de progrès, mais comme la circulation ascendante, en spirale, allant à toujours plus de complexité, de lignes différentes. Pour exprimer cela, nous pouvons parler de « ligne rouge », exprimant le mouvement implacablement révolutionnaire de la manière la plus consciente et la plus complète possible. Et donc, dialectiquement, il tend à se former une « ligne noire » entravant à divers degrés ou sous diverses formes le mouvement historique, en le faisant échouer de par l'incapacité à porter la rupture de manière idéologiquement complète.

Notre époque, celle de la seconde crise du mode de production capitaliste, tend donc historiquement à produire et à former la conscience de la guerre populaire et de son inévitable nécessité – et à produire en même temps son opposé, la ligne noire, qui cherche à entraver l'avancée de l'Histoire.

Avec ce numéro particulier, puisqu'il ne contient de nouveau qu'un seul article, nous posons ici un jalon dans la construction de la ligne rouge allant à la rupture révolutionnaire, à l'autonomie complète vis-à-vis de la bourgeoisie, son État, ses organisations, son emprise sociale et culturelle. C'est-à-dire avec le mode de production capitaliste dans sa totalité. Cela impose un haut niveau de culture, la compréhension de la manière la plus complète et juste de la complexité de notre Biosphère et de l'Histoire de l'Humanité.

Ce faisant, nous entendons apparaître comme la forteresse de la Révolution à venir, comme ses agents les plus conscients et les plus déterminés, pour être au rendez-vous de l'Histoire, pour gonfler d'espoir et d'enthousiasme sans borne les poitrines de la classe ouvrière dans nos pays, afin d'entraîner les masses à lever le drapeau rouge de la lutte totale qui s'annonce.

Le vent gonfle le pavillon ! ■

Les enseignements militaires du conflit armé en Ukraine

La révolution est une guerre, d'une nature différente des guerres impérialistes, mais c'est une guerre tout de même. Il est à ce titre impératif de se confronter au conflit armé en Ukraine, pour en tirer des leçons. Cela avait déjà été fait dans le numéro de Crise 20 d'avril 2022 dans l'article L'invasion en Ukraine et ses enseignements concernant la guerre civile révolutionnaire, qui est associé à cet article comme rappel. Néanmoins, il est des éléments nouveaux qui nécessitent d'être soulignés.

Il va de soi que l'ensemble des analystes militaires des différents pays du monde œuvrent à cette tâche de compréhension, car ils savent que les prochains conflits militaires vont se produire à proche ou moyen terme. Il est flagrant qu'inversement, tous les pseudos « révolutionnaires » n'étudient rien du tout à cela, par peur, par incapacité à assumer la question de la violence révolutionnaire.

On notera que les points ici analysés, s'ils ne se veulent pas exhaustifs comme en témoigne la relative brièveté du propos, n'en sont pas moins absolument incontournables. Qui ne maîtrise pas les thèmes abordés ici s'exclut de facto de toute question militaire.

Les drones

Le premier aspect, et c'est l'aspect principal, tient en les drones. Il existe deux types de drones : ceux produit suivant une fonction militaire, ceux relevant du circuit commercial classique. Avant d'aborder leur fonction en tant que tel, il y a lieu d'aborder leur nature technique, mais précisons tout de suite leur emploi au sens le plus général. Un drone a deux fonctions possibles : l'attaque et la défense.



Par attaque, il faut entendre l'envoi d'un missile, le lâchage d'un explosif, l'emploi du drone comme kamikaze. Par défense, il faut entendre la surveillance à petite échelle, au niveau d'un bâtiment, d'un groupe de gens, à moyenne échelle, sur quelques centaines de mètres ou kilomètres, à grande échelle soit sur des dizaines et des dizaines de milliers de kilomètres.

Les drones militaires coûtent une fortune et demandent un grand entretien, une programmation avancée ; les drones commerciaux bricolés sont employables par n'importe qui.

Les drones militaires

Bien qu'ils soient mis réellement en place dans les années 1990, les drones militaires se sont généralisés dans les années 2010 ; cela tient bien entendu au développement élargi des forces productives permettant la systématisation de produits de haute technologie. La force du drone tient en effet à sa capacité de maintenir la communication avec l'opérateur, afin que son emploi soit le plus précis possible. Pour cette raison, les drones militaires ont un coût particulièrement élevé : il faut compter autour de 15 millions de dollars. On ne parle pas ici des petits drones pouvant être employés également bien entendu, mais bien de petits véhicules volants.



La charge explosive transportée est d'environ 500 kilos, ce qui est en fait l'équivalent d'un missile de croisière, qui coûte 750 000 dollars. Cependant, de par la précision du drone, c'est pratiquement l'équivalent de deux missiles de croisière, d'autant plus que les drones ont du matériel pour procéder à des évitements, rendant leur survie opérationnelle bien plus forte. Lors de l'envoi d'un missile de croisière, tout le matériel technologique est de plus à la fois compliqué à mettre en œuvre et de plus

perdu dans l'opération. On peut se permettre d'employer davantage de technologie pour un drone réutilisable, qui de plus peut utiliser aisément une bombe non guidée de par son rapprochement de la cible. Ainsi, même si chaque sortie d'un drone revient à 100 000 dollars, la multiplication possible des sorties des drones revient à un coût moindre que ceux des missiles de croisière, tout en ayant une efficacité très marquée.

La supériorité sur les avions de chasse est ici clairement patente, rien que pour cette question de la précision de la bombe non guidée. Qui plus est, un drone coûte le tiers du prix d'un avion de chasse, pour des capacités relativement similaires, ou même supérieures puisque 40 % du poids d'un avion de chasse tient au matériel directement au service des êtres humains aux commandes.

De plus, les pilotes ne peuvent opérer qu'entre $-3G$ et $+10G$, malgré l'utilisation de combinaisons anti-g visant à maintenir suffisante la circulation du sang vers le cerveau. Il faut ajouter à cela la fatigue humaine, le stress, etc. La seule limite des drones est inversement de $20G$, en raison des moteurs qui ne fonctionnent plus au-delà. Un drone militaire, à Mach 1, soit 350 mètres par seconde, tourne à 90° en moins de trois secondes.

De plus, il y a eu un grand changement sur le plan matériel. Un avion de chasse peut voler 40 000 heures, car c'est avant tout un avion. Un drone ne pouvait, il y a vingt ans, durer que 500 heures au total, car il avait été substantiellement établi pour fonctionner uniquement en temps et en termes de guerre, de manière primitive. Désormais, sa durée de vie équivaut à celle d'un avion, voire lui est supérieure. Tout a changé et il faut bien souligner ici que les drones militaires disposent d'un opérateur, mais sont en fait autonomes grâce à un système informatique embarqué, particulièrement sophistiqué. Un drone militaire, c'est en fait un mini-avion.

Même en cas de dommages, l'ordinateur est en mesure de procéder à des calculs pour chercher à maintenir sa capacité opérationnelle. C'est d'autant plus important dans le cas où le drone perd le contact avec l'opérateur, et c'est d'autant plus vrai qu'en plus du GPS pour naviguer, les drones s'appuient :

- d'une part sur l'INS, soit la navigation inertielle s'appuyant sur des capteurs d'accélération et de rotation ;
- d'autre part sur la Terrain-Referenced Navigation : la topographie est scannée au moyen d'un laser ou beaucoup plus généralement d'un radar, et l'ordinateur vérifie à quoi cela correspond sur ses cartes pré-enregistrées.



Les drones ont ainsi l'avantage de pouvoir naviguer à basse altitude ainsi que de nuit avec une large aisance.

Cela leur apporte un avantage opérationnel indéniable. Tout dépend du système embarqué et plus un drone est puissant technologiquement, plus il a des chances d'être efficace et de revenir après l'opération, et donc plus on le renforce technologiquement : c'est cela le cercle vertueux ayant amené l'énorme progression

des drones militaires cette dernière décennie.

La superpuissance américaine a pour cette raison lancé le Project Maven en partenariat avec Google en 2018-2019, mais les employés ont refusé de continuer à participer à cette étude des images vidéo des drones pour améliorer les réactions de l'intelligence artificielle. C'est un exemple intéressant de refus du militarisme.

Néanmoins, la tendance générale est à ce que les superpuissances américaine et chinoise déversent des milliards en ce domaine, visant à l'emploi d'outils militaires s'appuyant sur des systèmes embarqués. Il y a déjà deux exemples majeurs de « réussite » opérationnelle.

La superpuissance américaine a ainsi mis 13,9 milliards de dollars dans la mise en place du Northrop Grumman RQ-4 Global Hawk, un drone de 200 millions de dollars pièce, ayant le poids d'un chasseur et l'envergure d'un avion de ligne. Opérationnel pendant 34 heures au maximum, il peut parcourir 22 800 km, à une vitesse moyenne de 570km/h à 18 km de hauteur, pour surveiller en 24 heures une surface de 100 000 km². La superpuissance américaine en dispose d'une quarantaine et depuis le début du conflit en Ukraine, ces drones sont employés pour surveiller l'ensemble de la zone du conflit. Sur le plan de l'attaque, la superpuissance américaine dispose du General Atomics' MQ-9 Reaper à 15 millions d'euros pièce, qui avec ses 11 mètres de long et ses 2 tonnes vole à 15 km d'altitude à près de 300 km/h pendant 30 heures, transportant plusieurs missiles.



Ce qui a révolutionné cependant l'emploi général des drones, c'est le Baykar Bayraktar TB2, mis en place en 2014. Avec ses 400 kilos, il dispose d'une autonomie de vol de 27h, pour voler à 5-8 000 mètres d'altitude, pour voler à au maximum 300 km de distance au grand maximum de son centre opérationnel, avec une vitesse de seulement 220 km/h, avec au maximum 150 kilo de charge mais on parle ici de bombe à guidage laser. En soi, tout cela est très moyen, mais il ne coûte que 5 millions de dollars. C'est à ce niveau que les

drones sont un tournant : ils deviennent largement accessibles au niveau tactique. Un autre exemple est le drone Switchblade. Il s'agit d'un drone suicide qui va se précipiter à 100 km/h sur une cible à 10 ou 40 km en faisant 2,5 ou 15 kilos selon les modèles ; le prix du petit modèle est de 70 000 dollars, celui du grand capable de détruire un tank 2,2 millions dollars. Le drone suicide Phoenix Ghost, équivalent de ce dernier modèle, coûte quant à lui 150 000 dollars.

Bien moins cher, le Punisher mis en place par l'Ukraine contient un simple programme de vol pour larguer entre 1 et 3 kilos d'explosifs. D'une envergure de 2,2 mètres, il vole à 72 km/h sur au maximum 50 km, coûtant 50 000 dollars. Mais ici, on se rapproche de la démarche des drones commerciaux bricolés, eux aussi désormais incontournables comme le montre le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine.

Les drones commerciaux

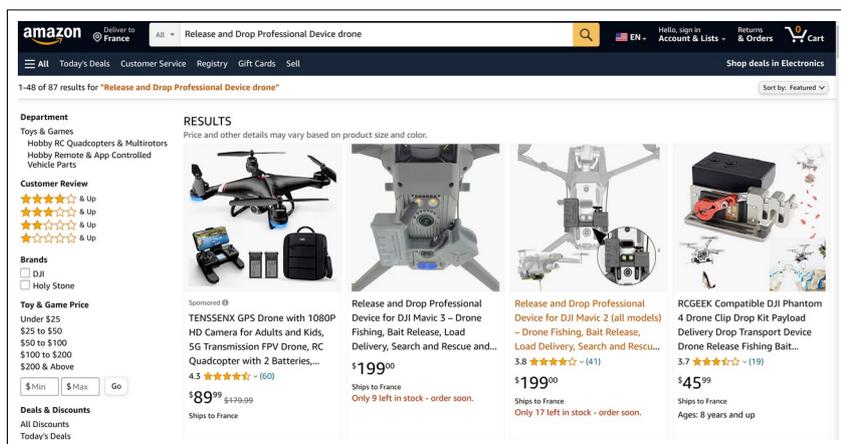
Les drones militaires ont un prix élevé, ils exigent beaucoup d'entretien, ainsi que du matériel sophistiqué. Les drones commerciaux sont par contre tout à fait basiques et accessibles, et s'avèrent à la fois incontournables et meurtriers.



Les drones militaires sont bourrés de composants électroniques, de capteurs infra-rouges ou électroniques, etc. : on n'a rien de tout cela avec les drones commerciaux. Si les drones militaires ont comme producteurs Textron Inc., AeroVironment Inc., BAE Systems, General Atomics Aeronautical Systems, Boeing, Northrop Grumman, Israel Aerospace Industries, SZ DJI Technology Co., Ltd., Parrot SA, Lockheed Martin Corporation, les drones commerciaux ont comme principal producteur le chinois DJI, avec également les marques chinoises Hubsan et Yuneec. Ce type de drone commercial coûte entre 50 et 2000 euros et est parfaitement bricolable pour lâcher un explosif ou même un cocktail Molotov. Il suffit pour cela d'installer une extension de lâchage à 15 euros si le drone ne profite pas à la base d'un tel dispositif. De par leur substance, les drones commerciaux peuvent même directement être utilisés pour les repérages et la surveillance, leurs caméras étant désormais de qualité très bonne ou du moins suffisante pour une somme modique.

L'Ukraine a par exemple directement utilisé un drone quadrirotor (également appelé quadricoptère), qui dispose d'une caméra stabilisée où

on peut même utiliser des lunettes d'immersion pour aider au pilotage et gérer le lâchage d'un explosif. Le succès de « l'armée privée » Wagner sur le front ukrainien tient justement au fait d'assumer le même type de procédés paramilitaires, là où l'armée russe était auparavant réticente à la fois culturellement et matériellement, ayant trop peu avancé sur le plan des drones,



conçus uniquement comme un support (on parle ici des Orlan-10, Orlan-30, Eleron-3, Takhion, E95M, KBLA-ITV, etc.). L'armée russe a également surestimé sa capacité à brouiller les drones au moyen des appareils sophistiqués dénommés Krasukha-2/4, R-330Zh Zhitel, RB301B Borisoglebsk-2.

La techno-guérilla ukrainienne et l'échec des BTG

Il a beaucoup été parlé dans les pays occidentaux d'un éventuel coup d'État militaire en Russie pour renverser le président Vladimir Poutine.

En réalité, l'armée russe a été profondément choquée du résultat concret, à savoir l'échec complet des BTG, les Groupes tactiques de bataillon composant l'ossature de l'armée russe depuis une décennie. Rien que cette découverte valait du point de vue de l'armée russe le conflit militaire en Ukraine. Cela a été une leçon majeure pour la Russie et rien que cela vaut tout l'or du monde : face à l'OTAN, cela aurait été un désastre. Sur le papier, le principe des BTG est efficace : on parle de 800



hommes avec à chaque fois une infanterie (infanterie, tireurs d'élite, sapeurs, section médicale, section communications, section reconnaissance, section brouillage radio, etc.), des blindés et des tanks, ainsi que de l'artillerie (mortiers, lance-roquettes multiple, dispositif anti-aérien, etc.).

Or, le problème a été le manque de soldats d'infanterie. Avec seulement 200 hommes directement pour l'infanterie, il a été impossible de sécuriser réellement le BTG face aux forces visant à harceler celui-ci. Ce fut, au début du conflit, le succès de la « techno-guérilla » ukrainienne sur les BTG.

Concrètement, les BTG permettent de pratiquer une défense stratégique très efficace. Mais dès qu'il s'agit d'avancer, il n'y a pas le nombre suffisant d'hommes pour encadrer, porter et sécuriser l'avancée. Il suffit alors de groupes très mobiles dans l'environnement du BTG pour réussir à porter des coups fatals. Un moyen dévastateur a été l'emploi des FGM-148 Javelin américains. Ce lance-missiles anti-char de 6,54 kilos permet de verrouiller la cible : le missile de 11 kilos est alors éjecté à plusieurs mètres, se propulse en hauteur à environ 60 mètres pour se lancer sur le char, la partie haute étant le point faible. Deux séries d'explosifs procède alors à la destruction. Si chaque missile coûte 78 000 dollars, cela reste



incroyablement rentable de par le coût des chars et l'armée russe en a fait ici une très amère expérience. Les pays occidentaux ont fourni 8500 javelins à l'armée ukrainienne, ainsi que 1400 stingers, un lance-missile sol-air de courte portée.

On a littéralement eu des petits gangs de soldats, par exemple à motos, procédant au harcèlement d'une structure militaire refermée sur elle-même. Mais rien n'aurait été possible sans l'interconnexion en temps réel de ces

regroupements.

C'est là qu'a joué Starlink et c'est la raison pour laquelle on doit parler de techno-guérilla.

Starlink, la clef de l'action en temps réel

SpaceX, dirigé par Elon Musk, a placé 2 000 satellites de télécommunications sur une orbite terrestre basse et propose ainsi depuis 2018 sous le nom de Starlink une connexion internet par l'intermédiaire de ces satellites. Il suffit pour cela de se procurer un terminal avec une petite antenne, d'une dizaine de kilos, pour environ mille dollars, et de payer un abonnement de cent dollars. La possible utilisation militaire d'un tel dispositif est absolument évidente et toute la techno-guérilla ukrainienne s'est appuyée dessus dès le départ.



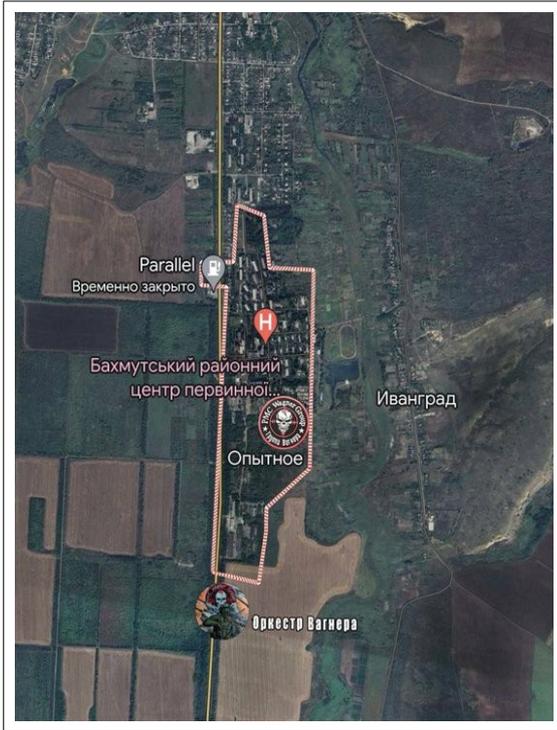
Détruire les installations terrestres est en effet relativement facile, mais pour bloquer Starlink il faudrait détruire les satellites de SpaceX. Dès le début du conflit les médias ont dans certains cas mentionné l'emploi de Starlink, en le présentant comme une clef du conflit ; malheureusement à l'époque l'absence de données a fait que c'est passé inaperçu. Désormais, il est connu que les regroupements militaires ukrainiens pratiquant le harcèlement se sont directement appuyés sur Starlink.

L'OTAN a également aidé l'Ukraine, avant le début du conflit, à mettre en place Delta, qui rassemble toutes les données militaires, que ce soit par l'intermédiaire des troupes en place ou des drones. L'armée ukrainienne a également mis en place une application sur Android, Kropyva (ortie), permettant d'informer en direct de l'emplacement des troupes russes. Cela a permis d'utiliser impeccablement les forces en présence, en recevant les données en temps réel, en les rassemblant, en les synthétisant et en fournissant les ordres en temps réel. Cela a été la parfaite combinaison d'une armée débrouillarde (très dans la nature du caractère national ukrainien) opérant de manière décentralisée et de tout l'appareil informationnel - décisionnaire de l'OTAN qu'on sait extrêmement effectif.

La systématisation du groupe Wagner

Le développement du groupe Wagner de la part de la Russie dans le conflit armé est la réponse directe à la situation initiale. Constitué de mercenaires, puis de volontaires pris dans les prisons, le groupe Wagner fonctionne « sur le tas », ce qui est bien plus effectif dans un affrontement où une clef ce sont des drones de quelques centaines d'euros achetés sur AliExpress ou Amazon.

Le double aspect de la guerre moderne : le passage à l'ère des villes



La grande majorité des décès lors du conflit armé en Ukraine est due à des tirs d'artillerie. Néanmoins, les avancées sur le terrain relèvent d'une guerre de tranchées de soldats pratiquant la techno-guérilla. C'est là le principal enseignement de ce qui se passe en Ukraine, c'est là le véritable casse-tête des analystes modernes.

Auparavant, il était considéré que la guerre c'était l'artillerie plus un appui aérien à l'avancée de l'infanterie dont la force de frappe consistait en les chars. C'était, si l'on veut, une façon pré-urbaine de voir les choses. L'idée était de maîtriser le terrain en général et de ne pas cibler les villes en particulier.

Désormais, la guerre, c'est une artillerie bloquant les campagnes et une défense sol-air neutralisant relativement l'appui aérien, et une progression uniquement urbaine par une techno-guérilla. Les villes sont visées en particulier car elles relèvent de réseaux d'accès et permettent l'établissement de bases.

Pour prendre une allégorie au jeu d'échecs : la guerre était précédemment vue comme au début de l'histoire des échecs. On sort les pions et on appuie l'avancée des fous et des chevaux au moyen de la dame et des tours.

Désormais, on sait que ce sont les positions qui jouent un rôle central et le secret de la victoire aux échecs, c'est de faire des sacrifices pour arriver à la maîtrise de ces positions.



La guerre en Ukraine témoigne parfaitement de cela avec la bataille pour Bakhmut. On remarquera que la ville s'est appelée Artemivsk de 1924 à 2016, en référence à Fyodor « Artyom » Sergeyev, décédé en 1921 lors du test de l'Aerowagon, un train muni d'un moteur d'avion le propulsant à 140 km/h.

Les commentateurs occidentaux se sont arraché les cheveux en permanence en voyant que les armées ukrainienne et russe se battaient de manière acharnée pour cette ville sans aucune valeur stratégique apparente. Cela a été vu comme une boucherie inutile ou symbolique.

Mais en réalité, c'est une position à la croisée des routes et un élément clef de la seconde ligne de défense ukrainienne dans le Donbass, la troisième étant juste derrière et moins solide. Si l'on raisonne en termes de terrain, alors Bakhmut n'a aucune importance et l'Ukraine a obtenu une grande victoire en parvenant à reconquérir 6000 km². Si l'on raisonne en termes de position, ce qui compte ce n'est pas le terrain mais les verrous.

Les drones suicides et la défense aérienne maintenue



Le choix russe de se tourner essentiellement vers une guerre de position tient également à l'obtention des drones kamikazes Shaed-136 (Geranium-2 dans leur version russe). Mis en place par l'Iran, ils font 3 mètres sur 2,5 pour 200 kilos, et portent 50 kilos d'explosifs sur plusieurs centaines de kilomètres. Ils sont imprécis et vont lentement, à 185 km/h, mais coûtent 10-20 000 dollars, ce qui permet de les envoyer par larges paquets. Il suffit que quelques-uns passent pour provoquer des troubles. Pour une comparaison, un moteur hors-bord a la même puissance, 50 chevaux, et le drone fait d'ailleurs un bruit similaire, ou celui d'une tondeuse à gazon.

C'est d'autant plus important pour la Russie que le conflit armé en Ukraine a montré une chose de manière assez nette : il est très difficile voire impossible de totalement supprimer une défense aérienne. Or, le maintien même d'une petite défense de ce type neutralise grandement les offensives en ce domaine. C'est à relativiser, car dans ce cas concret l'OTAN dispose de forces aériennes plus développées que celle de la Russie, étant donné que c'est le noyau dur de sa stratégie opérationnelle. Sans suprématie aérienne, il n'y a pas d'OTAN. Néanmoins, c'est un constat déjà fait par l'OTAN lui-même par le passé, notamment en Yougoslavie : il est très difficile de réussir à mettre en place un contrôle aérien total.



L'armée russe pensait ainsi avoir réussi à neutraliser dès le départ les défenses sol-air et les radars de l'armée ukrainienne au moyen de missiles (Kalibr, Iskander-K, Kh-31P).

Il s'est avéré qu'une armée bien fournie peut réussir à trouver les moyens de conserver une défense anti-aérienne qui, même minime, empêche une mainmise généralisée en ce domaine, particulièrement contre les hélicoptères.

L'attaque des infrastructures

Un autre aspect essentiel du choix russe de se tourner essentiellement vers une guerre de position, c'est la mise en place de la destruction systématique des infrastructures énergétiques ukrainiennes. En opérant par salves de missiles, avec grosso modo une par semaine depuis la fin de l'année 2022, l'armée russe a mis hors d'état de fonctionner la moitié de ces infrastructures.

On notera ici le fait que normalement, c'est dans la stratégie russe que de viser immédiatement toutes les infrastructures critiques. Là, étant donné qu'il s'agit d'une « opération spéciale » visant à procéder à la

« libération » de l'Ukraine, la démarche n'a pas été mise en place en tant que telle au départ, et pour l'instant elle concerne les infrastructures énergétiques, les usines d'armement, etc.

Il est évident toutefois que dans une guerre conventionnelle frontale entre grandes puissances, la destruction des infrastructures critiques sera immédiatement recherchée de part et d'autre. Tous les ministères seront visés, tous les bâtiments des principales entreprises et des principales administrations. Tous les lieux importants de

production seront pareillement frappés. Le principe est de mettre à genoux le pays ennemi. Il faut donc parvenir à tout défendre, ce qui semble impossible.

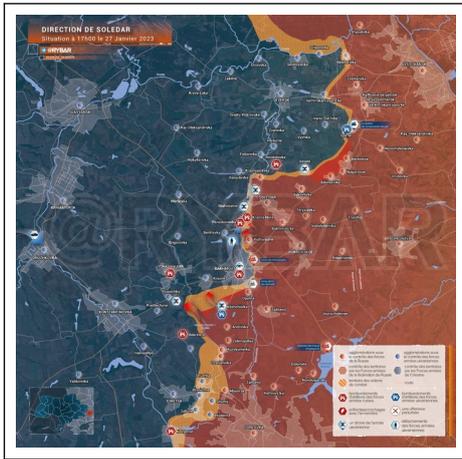
On craignait par le passé que les bombes atomiques ne ciblent ces infrastructures critiques justement ; ainsi le gigantesque sous-sol à Marioupol visait à protéger les ouvriers et la production sidérurgique en cas d'attaque nucléaire. Mais désormais, des missiles peuvent viser

pareillement ces infrastructures critiques. Il faut donc parvenir à les défendre, ce qui exige une défense sol-air systématique et parfaitement coordonnée. C'est un défi immense et semblant irréalisable, à part pour la superpuissance américaine qui profite depuis le départ d'une situation géographique idéale à ce niveau.



Quelle logistique ?

Tout cela aboutit à une question cruciale : comment maintenir la logistique ? La superpuissance américaine a fourni à l'armée ukrainienne des missiles sol-sol MGM-140 ATACMS (Army Tactical Missile System), avec les M142 HIMARS qui sont des lance-roquettes multiples sur camion. La France a fourni de son côté des CAESAr (camion équipé d'un système d'artillerie).



Ces canons automoteurs ont provoqué des désastres en série niveau russe en ciblant les réserves de munition. Mais le problème se pose pareillement dans le cas d'une salve de missiles peu onéreux mais nombreux.

En fait, il n'existe plus réellement de base arrière suffisamment protégée en raison des missiles et des drones, ce qui est paradoxal parce qu'en même temps la défense anti-aérienne parvient, même affaiblie, à mettre en pat c'est-à-dire à empêcher les offensives par avions en bloquant les interventions en raison du risque d'être touché.

Il y a là un casse-tête fondamental pour les armées. Le think tank britannique fondé en 1831, le Royal United Services Institute, résume bien cette question en disant que :

« Il n'y a pas de sanctuaire dans la guerre moderne. L'ennemi peut frapper sur toute la profondeur opérationnelle. La capacité de survie dépend de la dispersion des stocks de munitions, du commandement et du contrôle, des zones de maintenance et des aéronefs.

L'Ukraine a réussi à échapper à la première vague de frappes de la Russie en dispersant ses arsenaux, ses avions et ses défenses aériennes.

A l'inverse, les Russes ont réussi à engager 75% des sites de défense statiques dans les 48 premières heures de la guerre. Il ne suffit pas non plus d'installer un quartier général dans un bâtiment civil pour le rendre viable. »

On notera que le think tank résume également bien la question mentionnée plus haut de la « techno-guérilla » comme impérative pour être en mesure d'avancer :

« Pour les forces terrestres, l'ISTAR [Intelligence, surveillance, target acquisition, and reconnaissance] omniprésent sur le champ de bataille moderne et la superposition de plusieurs capteurs au niveau tactique rendent la dissimulation extrêmement difficile à maintenir.



La capacité de survie est souvent assurée en étant suffisamment dispersé pour devenir une cible non économique, en se déplaçant assez rapidement pour perturber la chaîne de destruction de l'ennemi et ainsi échapper à l'engagement, ou en pénétrant dans des structures renforcées.

Les mini-tranchées et les défenses improvisées peuvent augmenter la capacité de survie immédiate, mais aussi risquer que la force soit fixée par le feu tandis que les tirs de précision et les munitions spécialisées ne laissent pas ces positions survivables.

Les forces devraient plutôt donner la priorité aux effets de concentration tout en ne concentrant la masse que dans des conditions favorables - avec une capacité à offrir un soutien mutuel au-delà de la ligne de vue - et devraient donner la priorité à la mobilité en tant que composante essentielle de leur capacité de survie. »

L'énorme quantité de munitions exigée

C'est le dernier aspect des enseignements militaires de la guerre en Ukraine. Il est apparu qu'il fallait une gigantesque quantité de munitions, tant pour les soldats que pour l'artillerie.

Il avait été considéré que la guerre conventionnelle consisterait en un assaut immédiat fracassant, et le résultat est que les pays occidentaux,



superpuissance américaine mise à part, n'ont que quelques jours de munitions. La seule réponse est bien entendu l'économie de guerre, mais une économie de guerre n'est socialement et économiquement tenable qu'avec la guerre elle-même. Il faut voir au cas par cas selon les pays pour les modalités mais cela implique soit un renforcement du Complexe Militaro-Industriel ou une dépendance vis-à-vis des pays producteurs d'armement.

En liaison avec ce qui a été dit précédemment, cela implique également toute une réflexion sur les chaînes logistiques, tant au niveau de la masse que de la qualité puisque le front peut connaître un étirement littéralement massif. La question des capacités planificatrices – le talon d'Achille dans l'organisation bourgeoise – joue ici un rôle fondamental.

Les conséquences immédiates pour les armées conventionnelles

Elles sont tout à fait claires et indiscutables. Tout d'abord, les armées conventionnelles vont développer leur capacité de maîtrise des armes dites « haut du spectre » du type missiles de croisière. La capacité à désarçonner l'ennemi dès le départ du conflit en frappant en profondeur est fondamentale pour pouvoir tenir la longueur.

Cette maîtrise pose trois problèmes : financier, logistique et technologique. Le matériel coûte une fortune, doit être entretenu et renouveler. C'est une condition sine qua non, tout en formant un boulet car l'efficacité n'est pas garantie pour autant. C'est une condition incontournable pour pouvoir gagner, sans assurer la victoire.

Ensuite, les armées conventionnelles vont massivement revenir aux missiles air-air et sol-air, qu'elles avaient mises de côté ces dernières années voire décennies. Pour faire face aux attaques aériennes, aux missiles, il faut un appareil défensif qui soit en mesure de protéger les infrastructures essentielles. Il apparaît très clairement que c'est une condition incontournable afin de pouvoir ne pas perdre.



Restent trois problèmes. Le premier est l'économie de guerre, obligatoirement à mettre en place. C'est évidemment possible, mais cela exige une intervention étatique coordonnée appuyant ou mettant en place un complexe militaro-industriel. Cela a des conséquences politiques majeures, ce qui ne va pas sans troubles.

C'est d'autant plus vrai que la guerre en Ukraine a montré qu'une armée professionnelle ne suffit pas, il faut élargir la base de masse des armées. C'est extrêmement difficile dans les pays occidentaux où la consommation capitaliste règne tellement qu'un esprit de corps semble impossible à réaliser.

La capacité à réaliser la conscription est le second problème majeur. Il ne se pose pas en Russie ni en Chine, du côté occidental la question est toute autre.

Enfin, le troisième est fondamental et il semble insoluble. Comment parvenir à des troupes qui, sur le terrain, disposent d'une très vaste capacité d'initiative, sans pour autant briser toute la chaîne de commandement ? Ici, on semble directement aller dans une division dialectique entre une armée conventionnelle s'occupant de la haute technologie et une armée de terrain se tournant vers le bricolage à la Mad Max.

Quelles conséquences pour une armée populaire ?

Une révolution se fonde sur une insurrection populaire, ou plus exactement une guerre se déroulant de manière prolongée. Le camp de la révolution se matérialise sous la forme d'une armée populaire, qui naît sur le tas et a l'avantage à la fois de la masse et du long terme.

Cela implique toutefois un certain nombre de choses.

Tout d'abord, l'armée conventionnelle du régime réactionnaire va, de par sa nature, chercher à écraser l'armée populaire au moyen d'opérations « Search & Destroy ». Autrement dit, si auparavant l'armée populaire était plus à l'abri dans les campagnes, désormais elle ne peut être protégée que dans la ville.

L'idée d'échapper à la quantité écrasante d'une qualité offensive menée par une armée conventionnelle au moyen d'une quantité paysanne dans la qualité des campagnes semble périmée. L'enseignement des guérillas en Afrique en témoigne : l'armée détruit des villages, pourchasse une guérilla en mouvement permanent, etc. L'armée conventionnelle dispose de trop de moyens, avec les satellites et les drones, les forces spéciales, pour pouvoir être égaré par une guérilla dans les campagnes.



Le fait est que dès qu'elle est visible, l'armée populaire peut être écrasée par des opérations spéciales. Même une insurrection spontanée dans un quartier de 5000 habitants serait écrasée par une cinquantaine de soldats bien coordonnés, une fois que toutes les communications auront été coupées. Les habitants n'auraient que les moyens du bord, aucune capacité de se coordonner, de s'informer en temps réel, alors que la cinquantaine de soldats serait muni de gilets pare-balles, d'explosifs, de drones, de snipers, etc.

La possibilité d'une guérilla ouverte, avec des bases ouvertes, date du siècle dernier. Les forces productives sont tellement développées que ce n'est plus possible.

Il reste alors les villes, qui posent le véritable problème pour une armée conventionnelle. Même en bombardant une ville, il faut la prendre, et bombarder une ville reste difficilement praticable dans une guerre civile où il s'agit de conquérir la légitimité à la fois territoriale et du pays.

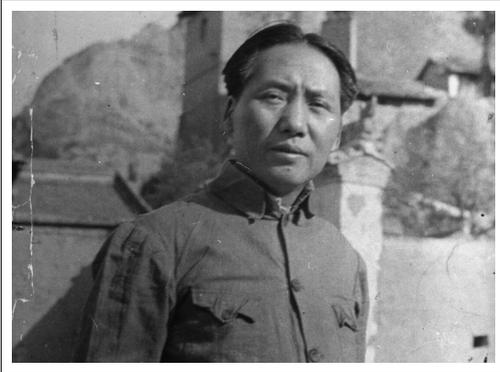
Il est significatif que lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par le social-impérialisme en 1968, le régime tchécoslovaque avait espéré générer une désobéissance populaire.

De par sa nature, il ne pouvait pas le faire, pas plus que l'actuel régime fasciste ukrainien. Par exemple, de par le très étroit rapport entre Russes et Ukrainiens, si l'armée russe avait pénétré sans affrontement au préalable dans des villes ukrainiennes en étant accueillie par les masses entières dans les rues protestantes, l'offensive russe se serait transformée en son contraire et c'est le régime russe qui aurait été ébranlé.

Ce qui ressort en fait en substance, c'est que seules les villes peuvent englober une armée conventionnelle.

Les villes étaient auparavant des éléments majeurs sur une carte où les campagnes prédominaient. Désormais que l'humanité est majoritairement urbaine, que les forces productives se sont développées, ce sont les villes qu'il faut obtenir, leurs réseaux. C'est là que se joue la guerre.

La guerre populaire sera de fait une guerre urbaine de positionnement, avec les points urbains névralgiques à maîtriser.



La zone urbaine de Tokyo c'est 37 millions de personnes, celle de Delhi 31 millions, celle de Jakarta 30 millions, celle de Manille 28 millions, celle de Séoul 26 millions, celle du Shanghai 24 millions, celle de São Paulo 22 millions, celle de Mexico 22 millions, celle de Dacca 21 millions, tout comme celles du Caire, de Pékin, etc.

D'ici 2050, 7 personnes sur 10 sur Terre vivront dans une zone urbaine. C'est là où l'armée conventionnelle du capitalisme sera défaite. Obligée de se préparer à un affrontement avec une autre armée conventionnelle, elle ne

peut pas faire face à une pensée métropolitaine où une armée populaire prend en main les leviers du pouvoir.



**Consultez
en Belgique**

**vivelemaoisme
.org**

en France

**materialisme-dialectique
.com**

L'accumulation massive des populations et des capacités suppose la mise en œuvre et la gestion coordonnée de mille et uns réseaux de communication de toute nature : il faut ici penser à ce que nécessite la distribution d'énergie et d'eau potable à des centaines de milliers, des millions d'habitations. Le réseau d'approvisionnement en eau de Paris nécessite ainsi une toile s'étendant sur des centaines de km aux alentours de la ville, jusque même au niveau du Massif Central. Il en va de même pour les réseaux d'approvisionnement en nourriture, en marchandises, pour les circulations etc.

Les métropoles du capitalisme tendent partout d'ailleurs à la privatisation sécurisée de ses réseaux dans des secteurs bien tenus. Un (mauvais) film de science-fiction comme *Elysium* par exemple, en allant jusqu'à imaginer l'établissement de la bourgeoisie dans une station en orbite autour de la planète désormais peuplée de grandes métropoles, reflète cette tendance capitaliste à organiser une ségrégation spatiale au sein même des métropoles pour tenter d'assumer les effets délétère des différenciations de développement générés par le mode de production capitaliste en lui-même.

Il est significatif que le réalisateur de ce film, Neill Blomkamp, soit un sud-africain, ce pays étant en lui-même tout un symbole de la tendance ségrégationniste du capitalisme dans les métropoles, qu'une fraction agressive de la bourgeoisie tente de muer en stratégie de réaction.

Dans les faits, l'affrontement entre révolution et contre-révolution se pose en termes d'affrontements pour le contrôle des réseaux propres à la métropole façonnée par le capitalisme.

Le contrôle capitaliste ne peut tenir sans la maîtrise d'une partie de la population littéralement enrôlée, domestiquée et salariée, réduite à l'obéissance ou fanatisée pour faire bloc avec l'État bourgeois jusqu'au bout, et par celui des réseaux, ou du moins d'une partie stratégique de ceux-ci.

Un soulèvement populaire prolongé de type urbain déstructurerait ici la domination du mode de production capitaliste, il parviendrait à déstabiliser l'État réactionnaire. Et le fonctionnement en archipel des métropoles impliquera alors nécessairement une bataille morceau par morceau du territoire. L'armée populaire doit dégager la ville et son territoire de la tentaculaire et sournoise emprise que le capitalisme, l'État bourgeois et son armée parviennent à contrôler, comme autant de clusters d'opposition.

La découverte de ce parcours viendra de la pratique, c'est-à-dire de l'expérience au sein des masses et de l'observation la plus fine possible du fonctionnement et des contradictions des métropoles du capitalisme. C'est de manière générale, ici, l'expression de la contradiction entre l'espace et le temps qui se joue. Auparavant, la révolution était la conquête de l'espace politique contre le rythme effréné d'un État réactionnaire cherchant par à-coups à maintenir son hégémonie et sa supériorité. Désormais, l'État réactionnaire gère totalement l'espace, mais jamais il ne peut suivre un rythme d'affrontement métropolitain.■



La possibilité de l'utilisation de l'arme atomique va grandissante !

La question de l'emploi de l'arme atomique est devenue une actualité brûlante avec le conflit armé en Ukraine.

Si la Russie n'est pas une superpuissance, elle l'est dans le domaine des armes atomiques. On pourrait pratiquement parler de superpuissance atomique. Dans sa doctrine militaire, il est affirmé qu'une remise en cause de l'existence même de l'État russe se verra répondre par l'emploi de l'arme atomique.

Cela veut dire que la Russie n'emploiera pas l'arme atomique sur le plan tactique, seulement comme arme stratégique de dernier recours. Le cas de figure le plus vraisemblable est ici qu'il y ait au préalable l'emploi d'une arme atomique au-dessus de la Mer Noire, afin pour la Russie d'envoyer le signal de sa détermination. Il s'agirait ici d'indiquer le franchissement d'une ligne rouge de la part des pays occidentaux. L'action serait de portée symbolique, pour montrer qu'il a été appuyé sur un bouton atomique et qu'il est tout à fait possible de recommencer.

Cependant, on sait qu'il existe une tendance historique à l'utilisation des armes nucléaires tactiques.

Le numéro 18 de *Crise* de février 2022 propose à ce sujet l'article de fond intitulé ***Les stratégies impérialistes de contournement de l'équilibre de la terreur à l'époque de la seconde crise générale du capitalisme : l'asphyxie comme approche de la superpuissance américaine, le délitement comme approche sino-russe.***

Pour synthétiser, l'article dit que les forces militaires cherchent à contourner le principe de l'auto-destruction mutuelle qui découlerait de l'emploi de l'arme atomique par une des parties en conflit. Naturellement, chaque grande puissance procède selon ses caractéristiques propres.

Autrement dit, du moment que les armes nucléaires tactiques existent et avec la technologie actuelle, leur emploi est tellement facilité que les forces armées considèrent qu'il serait idiot de s'en priver sur le plan tactique.

On trouvera dans le même numéro de *Crise* l'important article des communistes chinois, datant de 1963, intitulé ***Le culte de l'arme nucléaire et le chantage nucléaire – fondement théorique et orientation politique du révisionnisme moderne.***

C'est un article également important, car il existe des théories capitulationnistes affirmant que la menace nucléaire fait planer un « exterminisme » sur le monde. Il faudrait ainsi une « paix » indéterminée en lieu et place de la révolution mondiale.

Historiquement, l'humanité doit dépasser son stade actuel. L'emploi d'armes nucléaires ne change rien à cette nécessité, même si cela doit retarder le triomphe mondial de la révolution pour un nombre important d'années. La destruction totale de l'humanité est impossible, et quand bien même, à l'échelle du développement de la matière ce n'est qu'une péripétie dramatique dans l'avancée générale au Communisme.

**Étudiez avec attention
la question de l'arme nucléaire !**

L'invasion en Ukraine et ses enseignements concernant la guerre civile révolutionnaire

[Publié dans Crise en avril 2022, remis ici dans ce numéro spécial pour l'utilité de la chose.]

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a immédiatement débouché sur une guerre entre deux armées conventionnelles, de type réactionnaire, puisque tant l'Ukraine que la Russie sont dominées par des oligarchies, avec un capitalisme bureaucratique, la première se subordonnant à la superpuissance impérialiste américaine avec ainsi une dimension semi-coloniale, la seconde étant de type impérialiste, dans un cadre national-bureaucratique. Cependant, cela est riche d'enseignement, car même si le régime ukrainien est réactionnaire, la résistance nationale ukrainienne a une portée historiquement progressiste, même si elle n'a pas de représentant politique et si elle est par conséquent éparpillée, diffuse, particulièrement faible. Il y a des leçons à tirer de cette résistance nationale générée par les larges masses, même si de manière embryonnaire. Un autre aspect est que l'invasion russe vise à mettre en place un contrôle administratif des zones conquises, dans un cadre urbain souvent, ce qui est là aussi quelque chose fournissant beaucoup de connaissances.

Un autre aspect encore est que l'armée russe, si elle est mieux organisée que l'armée ukrainienne, ne possède que 200 000 soldats, par rapport à une armée ukrainienne plus nombreuse, faisant appel à des réservistes, à des structures administratives non militaires. Il y a un rapport du fort au faible qui là encore éclaire beaucoup sur la question de l'affrontement pour la prise du pouvoir. Il va de soi, en même temps, que tout ce qu'on peut apprendre ici est relatif, car ce n'est pas une révolution qui a lieu en Ukraine, ni même une guerre de libération nationale suivant une orientation communiste. La situation historique est tout à fait différente de ce qui se présente dans le cas d'une guerre civile révolutionnaire.

Les communistes et la guerre civile

Il est bien connu que la grande scission entre socialistes et communistes, au début du XXe siècle, a principalement comme source la question de l'analyse de l'État. Les socialistes, révisant les enseignements du marxisme, considèrent que l'État bourgeois peut être récupéré, refaçonné, après que les masses combinent victoire électorale et mouvements de masse. Les communistes, fidèles aux enseignements du marxisme, affirment la nécessité de la destruction du vieil État et la constitution d'un

nouvel État, dont la substance est prolétarienne.

Dans la seconde moitié du XXe siècle, les communistes ont connu en leur sein un vaste mouvement révisionniste, qui a ramené à la conception socialiste de la prise du pouvoir ; la ligne rouge a alors été portée par Mao Zedong et les communistes chinois. La prise du pouvoir par la violence révolutionnaire reste l'objectif des communistes n'ayant pas basculé dans le révisionnisme. Par violence révolutionnaire, il faut entendre une violence au caractère de classe, dont les traits sont déterminés historiquement, déterminés par les communistes selon la lutte des classes, son niveau, ses exigences.

Il n'y a pas de « violence » en général, abstraite, qui aurait une caractéristique « idéale », comme l'a par exemple prétendu l'idéologue syndicaliste-révolutionnaire et apôtre du « guerrier », Georges Sorel, au début du XXe siècle. La violence révolutionnaire est portée par le camp de la révolution, c'est-à-dire le prolétariat et ses alliés, dans tous les cas les larges masses. Il ne peut pas s'agir d'une « minorité » active se substituant à ce camp de la révolution, prétendant le représenter comme bras armé ou comme outil technique. Ce sont les masses qui font l'Histoire, et le Parti les dirige. La violence révolutionnaire consiste en la prise du pouvoir non pas au nom des masses, mais par les masses, qui par conséquent doivent être organisées en ce sens.

On parle ici de masses conscientisées mettant en place des organes pratiquant la violence afin de triompher du vieil État et de pouvoir mettre en place le nouveau pouvoir. C'est le principe de l'armée rouge ouvrière et paysanne dans le cadre de la révolution d'Octobre 1917 en Russie, de l'Armée Populaire de Libération organisé dans le cadre de la révolution chinoise ayant triomphé en 1949. Les masses doivent être organisées au niveau militaire, formant par-là même un nouvel État, une nouvelle administration. La stratégie de cette prise du pouvoir est ainsi la guerre du peuple, la guerre populaire, conforme à la vision du monde du prolétariat visant le pouvoir, conceptualisée par Mao Zedong et formalisée théoriquement par Gonzalo, le dirigeant du Parti Communiste du Pérou de 1980 à 1992.

Le peuple est ici l'aspect principal de la guerre. Cela récuse deux options. Il y a tout d'abord, le guévarisme, qui suit l'aventurisme d'Ernesto « Che » Guevara, consistant à former des « foyers » révolutionnaires qui déclencheraient de l'extérieur du peuple la révolution, en créant un appel d'air révolutionnaire. C'est là ne pas comprendre que les contradictions sont internes, que chaque pays a une histoire, que chaque révolution a un parcours historique qui lui est propre et dont les conditions nécessitent d'être analysées, afin de calibrer adéquatement l'action révolutionnaire. Le guévarisme contourne le travail de fond en proposant de « déclencher » la révolution au moyen de révolutionnaires hors sol.

Il y a ensuite le hoxhaïsme, qui est une idéologie particulièrement répandue en France historiquement. Qui connaît l'histoire d'Enver Hoxha en Albanie sait que celui-ci, dans le cadre de la résistance victorieuse contre l'Allemagne nazie, a effacé le Parti Communiste derrière le Front, exactement comme la Yougoslavie de Tito. Le hoxhaïsme prône ainsi non pas d'unir ce qui peut être uni dans le Front, mais dans le Parti lui-même, qui devient une sorte de conglomérat « accompagnant » les masses en les poussant à aller un pas en avant. En Espagne, le Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) avait assumé la guerre populaire contre le régime franquiste, au moyen du FRAP (Front Révolutionnaire d'Action Patriotique), mais il a trahi en basculant dans le hoxhaïsme « accompagnateur ».

La France est un bastion historique du hoxhaïsme, avec historiquement le Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), mais également les débris du pseudo « Parti Communiste Maoïste » fondé par un renégat du maoïsme ayant rejoint le PCOF pour ensuite revenir trafiquer avec le maoïsme, ou encore l'Unité Communiste de Lyon, les éditions prolétariennes, etc.

L'invasion territoriale et le parallèle relatif avec la guerre civile

Lorsque l'armée russe a envahi l'Ukraine, elle pénétrait dans un pays qui n'était pas le sien. Inversement, l'armée ukrainienne et les gens en Ukraine en général connaissent très bien leur propre territoire. Il y a donc un désavantage fondamental pour l'assaillant, qui ne connaît pas en détail des lieux que les défenseurs, à l'inverse, connaissent parfaitement, les adaptant même éventuellement en leur faveur. On a une force militaire extérieure venant mettre en défaite des forces militaires locales. Lorsqu'il y a une guerre civile de dimension révolutionnaire, on a d'un côté les larges masses et de l'autre l'État s'appuyant sur une minorité sociale. Cela signifie que les larges masses s'organisent à partir de leur propre vie quotidienne désormais bouleversée.

Elles luttent par conséquent, le plus souvent, là où elles vivent ; leur démarche relève d'un soulèvement. Cela implique qu'elles connaissent leur propre environnement, leur quartier, ses particularités. Il y a là un parallèle avec la situation ukrainienne. Il y a toutefois deux différences majeures, rendant relatif ce parallèle. D'abord, les forces de la contre-révolution connaissent elles-aussi très bien l'environnement concerné. Elles ne sont pas extérieures au pays, elles s'appuient sur les connaissances territoriales très poussées de la police et de la gendarmerie.

Ensuite, les forces militaires ukrainiennes, relevant de l'État, ont pu réaménager l'environnement territorial comme bon leur semblait, suivant le temps qu'elles avaient pour cela en fonction de la compréhension d'une invasion à venir et des modalités pratiques de celles-ci. Les forces populaires se soulevant n'ont à l'inverse pas une capacité de modifier en profondeur leur environnement.

Si, bien entendu, un soulèvement populaire parvient à prendre le contrôle d'une zone, il peut modifier en profondeur son environnement tant qu'il n'y a pas d'intervention directe de la contre-insurrection. En l'espace de quelques jours, il peut mettre en place de quoi barricader un quartier à grande échelle. Cela ne peut toutefois pas avoir l'ampleur de ce que décide un État pour protéger une zone, en profitant de matériel, de véhicules extérieurs au quartier (tels des véhicules de chantier pour placer des plots de béton, etc.).

La question de la capacité de défense territoriale : les véhicules blindés

Cette question de la mise en place d'une défense territoriale est directement reliée à celle de la capacité à organiser une défense immédiate. Sur ce point, l'invasion de l'Ukraine fournit des enseignements qui sont particulièrement inquiétants pour le camp du soulèvement populaire. Pourquoi cela ? Tout simplement en raison des modifications techniques et technologiques des outils d'une armée conventionnelle. Les médias internationaux ont très largement diffusé les images de la fabrication artisanale de cocktails molotov par la population ukrainienne, pour être en mesure de harceler les véhicules militaires russes. C'est là quelque chose de romantique, mais sur le fond cela ne correspond pas réellement à grand-chose.

Les véhicules militaires du 21^e siècle, à part les jeeps et les camions, restent dans une grande mesure imperméable aux risques de destruction par des cocktails molotov. Les seuls points faibles à ce niveau sont les espaces d'ouverture, telles les vitres et les portes. Cependant, il ne faut pas vraiment espérer être en mesure de stopper des forces blindées avec un tel outil.

C'est pour cette raison que l'Ukraine a tout misé sur les lance-roquettes anti-chars à usage unique, en étant fourni massivement par la superpuissance impérialiste américaine (les FGM-148 javelins) et l'impérialisme britannique (les NLAW - Next generation Light Antitank Weapon), puis par l'impérialisme allemand (les MATADOR – Man-portable Anti-Tank, Anti-DooR).

Ces lance-roquettes anti-chars s'appuient sur une haute dimension technique pour la visée, avec un ordinateur permettant un verrouillage de la cible puis un auto-guidage, ce qui explique notamment que le prix à l'unité va, grosso modo, de 10 000 à 120 000 euros. Cet auto-guidage est essentiel pour ce type d'armes, car le point faible des chars au niveau blindage est en effet les tourelles et le haut de l'arrière du véhicule, le moteur étant en-dessous. La roquette anti-char doit donc attaquer en arrivant par en haut, selon une trajectoire perpendiculaire.

Pour tenter de contrer ces armes, les chars russes avaient installé des petites cages en fer sur leur haut, pour espérer que l'explosion se déroule sans attendre le véhicule lui-même. Cette expérience technique ne semble pas avoir porté ses fruits. Autant dire que ce n'est pas du tout quelque chose sur quoi pourrait s'appuyer un soulèvement populaire. Inversement, une contre-insurrection peut profiter de ces outils pour détruire des murs, des portes, etc. De fait, l'unique possibilité réaliste face aux tanks et de jeter des produits comme la peinture ou l'huile sur les blocs rectangulaires de vue, qui se trouvent à gauche et à droite sur le devant et au-dessus du canon, ou bien encore de placer de longues barres de métal dans les chenilles à l'arrière.

La question de la capacité de défense territoriale : le contrôle zonal par la garde nationale

Si les véhicules blindés correspondent à l'avantage de l'assaillant, qui dispose de moyens techniques plus élevés, il ne faut pas perdre de vue que le but est le contrôle de la zone visée. En ce qui concerne l'invasion en Ukraine, la Russie dispose de la Rosgvardia, c'est-à-dire de la Garde Nationale, mise en place en 2016. Ces forces militaires sont spécialisées dans le maintien de l'ordre et interviennent une fois que le terrain a été reconquis militairement.

Ce dispositif peut fonctionner dans le cadre de l'invasion d'un pays comme l'Ukraine où la population est laissée à l'écart de la libération nationale. Il ne le peut pas dans le cadre d'un soulèvement populaire. La qualité dont dispose un État anti-populaire sur le plan technique s'efface ici devant la quantité nécessaire de forces pour mettre au pas une population révoltée. Même si des véhicules blindés parviennent à occuper un quartier révolté, il reste encore à mettre au pas les révoltés. S'ils sont d'un certain nombre, cela dépasse l'opération policière et on passe au niveau militaire, mais si les quartiers révoltés sont nombreux, cela rend d'autant plus ardue la tâche. C'est la raison pour laquelle les États ont toujours à leur disposition des plans d'arrestation massive en cas de troubles et de rassemblements de 10-20 000 personnes considérées comme les plus menaçantes dans un lieu fermé pour les isoler, tels dans un stade.

Il s'agit d'empêcher que les poches d'une rébellion soient trop nombreuses et pour empêcher cela il s'agit d'arrêter à l'avance les cadres éventuels qui contribueraient à une telle situation. Cela souligne l'importance des mesures de contre-révolution préventive que l'ancien régime est capable de mettre en œuvre.

La question de la capacité de défense territoriale : les drones et les protections bétonnées

La question du contrôle zonal a un grand rapport avec les drones. Ce n'est pas vraiment le cas pour l'invasion de l'Ukraine. L'armée russe a au départ totalement évité de les employer, l'Ukraine les utilisant massivement. On parle ici de deux types de drones : il y a ceux qui permettent de larguer des explosifs, à l'instar du Bayraktar TB2 de fabrication turque, et il y a ceux qui permettent la reconnaissance.

Il va de soi que, dans une guerre civile, ce serait ces derniers drones qui seraient le plus employés, de part et d'autres d'ailleurs. Il faut cependant noter ici que, bien évidemment, une armée conventionnelle sait bien plus facilement quoi faire tactiquement des informations acquises.

Elle a des soldats capable de mettre en place un schéma tactique utilisant des combinaisons très poussées entre les forces employées, avec un niveau d'entraînement qui peut valoir ce qu'il vaut, mais qui est existant. Même l'utilisation des drones du côté populaire ne modifierait pas une situation de défensive, par ailleurs difficile sur le plan technique. L'exemple ukrainien informe ici de très nombreux éléments. Il ne suffit pas de tendre de grands draps afin de masquer la vue aux drones, encore faut-il également disposer de protections en béton (soit du mortier pour faire du ciment, du sable et de l'eau, en proportion 1:2:3), le mieux étant d'y ajouter des barres de métal pour les renforcer.

En effet, le bois ne résiste pas aux balles plus avancées employées par les armées moderne, le sable ne résiste pas aux explosifs. Les images de petites barricades composées de tels éléments qu'on a pu voir dans les médias présentant les préparations dans les villes ukrainiennes pour résister à l'invasion ne servent en fait pas à grand-chose.

C'est là qu'on s'aperçoit à quel point on est dans une situation totalement différente de la Commune de Paris en 1871. Une armée conventionnelle peut d'ailleurs frapper sans avoir même à approcher réellement de trop près une zone à maîtriser, avec les tireurs d'élite.

La question de la capacité de défense territoriale : les snipers

Il est bien connu que les snipers ont joué un rôle meurtrier dans la guerre en Yougoslavie ou encore dans combats urbains américains en Irak. Le principe est simple : il n'est pas tiré d'une fenêtre, trop facilement repérable, mais il est fait un petit espace dans un endroit lui-même masqué le plus possible. Les snipers ont comme fonction d'agir de manière autonome, en paralysant toute une zone en raison de leurs activités meurtrières.

Il n'est en effet plus possible de passer sans être touché ou risqué d'être touché. Et il est très difficile de repérer les snipers, puis de les neutraliser. Il va de soi qu'on parle ici d'un matériel de haute précision, avec des gens très bien formés. Les armées russe et ukrainienne disposent bien entendu de cela, mais c'est surtout dans un front figé ou dans un environnement urbain que cela prend pleinement son sens, et il n'y a aucun compte-rendu à ce niveau. On peut toutefois justement dire qu'un soulèvement populaire ne disposerait pas d'une telle option, alors que ce serait à l'inverse le cas du vieil État pratiquant la contre-insurrection.

La proportion des assaillants en milieu urbain et le rapport psychologique au soulèvement

Le paradoxe à tout cela, c'est que les doctrines militaires disent qu'à armes et forces égales, la proportion de combattants nécessaires est 1:1, que dans un environnement urbain sans protection particulière il est de 3:1 (soit trois assaillants pour un défenseur), alors que dans un environnement urbain fortifié, on passe à 5:1 – 10:1 (entre cinq et dix assaillants pour un défenseur). Comment expliquer cela alors que, sur le papier, il est évident que tout assaillant disposant de forces plus développées ne peut que maîtriser un adversaire fortifié, comme l'ont fait les forces impérialistes américaines en Irak ? C'est que tout dépend de la capacité à structurer la défense, et donc de la mobilisation populaire et ses implications psychologiques. L'Ukraine est un pays qui est envahi et par conséquent, que la population le veuille ou non, elle est obligée de concéder qu'une généralisation du système défensif est nécessaire.

Il y a là une pression psychologique immense imposée par la situation, par l'attaque d'un ennemi. Il faut dire concéder, car si la situation est mieux qu'en Irak, il n'y a pas pour autant d'élan national de grande ampleur, avec une mobilisation à grande échelle – il faudrait un régime démocratique-populaire ou socialiste pour cela. Dans le cadre d'un soulèvement populaire, c'est tout à fait différent, bien entendu.

Les masses font le choix de se révolter – elles pourraient ne pas le faire. Or, dans quelle mesure sont-elles prêtes à stocker de l'eau en masse pour tenir dans le cas où il n'y a plus d'accès à l'eau potable ? Sont-elles capables d'avoir anticipé et stocké de la nourriture ? Sont-elles en mesure de creuser des tunnels, d'organiser des points de repli pour les combattants ? Sont-elles prêtes dans un tel cadre à accepter de démolir des logements – peut-être même leur propre logement –, des bâtiments, pour organiser un système de défense impliquant un point de non-retour à ce niveau sur le plan de la vie privée ?

C'est une chose que des gens se prennent en main, comme en Ukraine, pour aller dans des ateliers fabriquer des « hérissons tchèques » au moyen de poutres en métal, afin de ralentir l'ennemi et d'en faire une cible plus facile à atteindre. C'est une autre chose que d'avoir une population, qui n'est pas dans le cadre d'une invasion, qui décide d'employer tous les moyens à sa disposition pour installer un véritable périmètre militaire dans le cadre d'une guerre civile, de contrôler les rues en formant un « S » au moyen d'obstacles pour ralentir le périmètre des véhicules, etc.

C'est là qu'on rentre dans la dimension populaire de la question. Soit le peuple puise dans toutes ses forces – et alors il est invincible -, soit il est broyé par une machine militaire réactionnaire visant à engloutir ses forces éparpillées. Dans quelle mesure le peuple peut-il être le peuple dans une situation de soulèvement ?

La question de la communication

L'armée russe, dans le cadre de son invasion, a demandé à ses soldats de ne pas utiliser leurs téléphones portables. Il y a ici trois aspects : tout d'abord, par les réseaux sociaux il est possible de donner des informations à l'ennemi. Ensuite, les communications peuvent être interceptées et des informations significatives révélées.

Enfin, un nombre important de téléphones à un endroit révèle de fait l'emplacement des troupes. Les mercenaires partis en Ukraine et logés dans un bâtiment tout à l'Ouest du pays l'ont par exemple payé cher, treize Britanniques ayant utilisé leur téléphone, permettant à l'armée russe de repérer l'endroit d'où venait ces communications et de le bombarder.

Qu'en serait-il dans un soulèvement populaire ? Qui dit soulèvement dit mouvement populaire, volonté de diffuser la révolte. Cela irait de pair avec la diffusion de photographies et d'informations forcément préjudiciables au soulèvement, permettant au vieil État d'avoir un aperçu sur ce qui est en place.

Celui-ci peut également, à l'inverse, bloquer l'utilisation des communications dans une zone bien déterminée, empêchant les gens de se relier entre eux, alors que l'armée dispose elle, par principe, de son propre système sécurisé de communication, sans parler des photographies satellites à sa disposition. Comment un soulèvement populaire peut-il se relier au niveau national, et même au niveau local, sans communications téléphoniques ? Comment peut-il se coordonner ? C'est là bien entendu une question essentielle.

Des zones séparées ?

Cette question de la communication est très proche de celle des zones séparées, c'est-à-dire séparées les unes des autres. L'invasion russe a amené l'existence de zones ukrainiennes séparées les unes des autres, soit que certaines sont encerclées, soit que le lien direct n'est pas maintenu car trop menacé. Il y a cependant des communications permettant de savoir où les choses en sont. Et, dans tous les cas, même dans le cas d'une occupation, l'objectif de la libération nationale rendrait clair l'objectif stratégique, quitte à une absence de communication entre les forces. Qu'en seraient-ils dans un soulèvement populaire ?

Il faut noter ici que, depuis qu'il y a des États modernes, aucun mouvement insurrectionnel n'a réussi concrètement à maintenir une centralisation poussée. En Allemagne de l'Ouest, cela avait d'ailleurs été immédiatement le parti-pris de la Fraction Armée Rouge au début des années 1970, qui a dit : nous faisons la guérilla urbaine, mais nous savons que le centralisme démocratique est par définition impossible en raison de la capacité de surveillance de l'État. La RAF ne s'est jamais développée au-delà de la taille d'un réseau, mais si l'on regarde les Brigades Rouges en Italie, on peut voir que soit la centralisation a abouti à des arrestations systématiques, soit il y a un processus semblant inévitable de séparation des colonnes, jusqu'à leur indépendance en pratique. Le Parti Communiste du Pérou a connu, après l'arrestation de son dirigeant Gonzalo en 1992, le même processus de division régionale selon les bases.

Les mouvements islamistes des années 1990-2010 semblent avoir observé ce phénomène et l'avoir assimilé. Al-Qaïda a divisé localement ses branches, se contentant d'une faction dirigeante sur le plan idéologique, misant sur le très long terme pour une victoire considérée comme relevant d'un processus mondial tourmenté. L'État islamique, qui à l'opposé a choisi d'instaurer un pouvoir territorial, a pourtant en même temps toujours divisé son « État » en Wilayas, c'est-à-dire en faction régionales. Il est vrai toutefois que l'islamisme systématise la dimension patriarcale-tribale de l'Islam et que ces mouvements reposent par définition sur des chefs locaux à qui on prête allégeance, les chefs prêtant eux-mêmes allégeance au grand chef.

C'est cependant notable que ce choix de la décentralisation dans un cadre insurrectionnel. Il y a d'ailleurs un théoricien islamiste majeur, le Syrien Abou Moussab al-Souri, qui aborde cette question dans son « Appel à la résistance islamique mondiale », une somme de 2 000 pages. Il y prône en effet un djihad décentralisé sur lequel il a été beaucoup fantasmé par les experts, avec beaucoup d'extrapolations sur le mot d'ordre « nizam la tanzim », soit « un système et pas un mouvement (structuré) ». On est en effet ici dans le nihilisme millénariste, pas dans la mise en place d'un réel système d'opérations calibrées selon une idéologie. C'est que cette question est en fait à l'ordre du jour historiquement, un État moderne ayant de telles capacités que, par définition, il est en mesure de démanteler une structure formant une opposition formelle dès qu'elle s'expose de trop, ce qui arrive très vite dans une société moderne.

D'ailleurs, la tentative des Basques d'ETA de contourner la question en scindant une branche légale et une branche illégale a totalement échoué, l'État espagnol n'étant nullement dupe et brisant les structures légales. Il va de soi de toutes façons que ces considérations sont purement générales, étant donné qu'on parle de structures n'ayant nullement les mêmes idéologies, les mêmes objectifs, etc., et c'est là bien entendu que réside la faiblesse de toute considération formelle à ce sujet, car anti-historique.

Toute lecture pragmatique-machiavélique d'un éventuel soulèvement populaire est condamné par avance ; chaque étape de la lutte des classes est politique et ne peut être comprise que politiquement, à partir d'une subjectivité révolutionnaire sur une position d'avant-garde. Il n'existe pas de « manuel » pour un soulèvement, et si l'Internationale Communiste en a réalisé un, de manière collective et signé sous le nom de « Neuberg », il est passé à la trappe de l'histoire de par sa dimension purement formelle, techniciste.

La dimension logistique

Dès le début de la guerre fin février 2022, l'Ukraine a affirmé avoir été en mesure de réaliser de grandes choses en procédant à la destruction des camions russes venant approvisionner les troupes en nourriture et en carburants. Le régime ukrainien affirme même avoir été en mesure de casser l'offensive russe dans le nord du pays (soit au-dessus de Kiev) en étant capable de harceler justement les véhicules d'approvisionnement. Cela aurait été à un tel point que de nombreux véhicules militaires russes seraient tombées en panne d'essence et aurait pu être récupérées par l'armée ukrainienne, alors que les soldats russes manquaient même de nourriture. Cette question est l'une des plus essentielles. Si un soulèvement populaire est, pour ainsi dire, fait de bric et de broc, reposant sur le génie populaire, une armée conventionnelle déraile dès qu'il y a un élément de sa mécanique qui n'est plus en place.

Qu'il manque un élément d'une chaîne de commandement, un approvisionnement en nourriture ou en carburants, des remplacements des soldats blessés alors que ceux-ci doivent aller à l'arrière se faire soigner, des munitions, des pièces détachées pour réparer des véhicules... et les forces d'une armée conventionnelle sont très rapidement désorientées. C'est qu'à l'inverse du peuple, dont la capacité productive, « créative », est sans limites, une armée conventionnelle d'un régime condamné historiquement a un horizon borné.

C'est pour cela qu'une armée réactionnaire se précipite toujours plus dans un conflit perdu dans la spécialisation, avec des armes spéciales mises en place pour l'occasion, des escadrons de la mort, etc., afin de chercher à compenser les soldats inefficaces. Les deux exemples les plus connus sont, juste avant leur défaite, les « wunderwaffe » (armes miraculeuses) qu'espéraient mettre en place l'Allemagne nazie et la formation par Benito Mussolini d'une « République de Salo » avec une idéologie légionnaire pour tenter de ré-impulser l'esprit de corps des troupes. La question de la logistique est indubitablement un aspect essentiel de tout affrontement.

La question des prisonniers

Il est tout à fait certain que l'armée ukrainienne a commis de multiples crimes de guerre à l'encontre des soldats de l'armée russe.

L'article 13 de la convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre stipule que : « Les prisonniers de guerre doivent être traités en tout temps avec humanité. Tout acte ou omission illicite de la part de la Puissance détentrice entraînant la mort ou mettant gravement en danger la santé d'un prisonnier de guerre en son pouvoir est interdit et sera considéré comme une grave infraction à la présente Convention. En particulier, aucun prisonnier de guerre ne pourra être soumis à une mutilation physique ou à une expérience médicale ou scientifique de quelque nature qu'elle soit qui ne serait pas justifiée par le traitement médical du prisonnier intéressé et qui ne serait pas dans son intérêt. Les prisonniers de guerre doivent de même être protégés en tout temps, notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les insultes et la curiosité publique. Les mesures de représailles à leur égard sont interdites. »

Or, l'armée ukrainienne a exhibé des prisonniers russes, a organisé des mises en scène où des prisonniers dénonçaient le régime russe ; des prisonniers russes ont été maltraités voire il leur a été tiré dessus. Le commandement général des forces ukrainiennes a même publié un communiqué, enlevé quelques minutes après, affirmant que les membres de l'artillerie russe seront « saignés comme des porcs ».

C'est assez représentatif d'un régime ukrainien construit sur une base à la fois nationaliste et vendue à la superpuissance impérialiste américaine. Cela étant, une armée conventionnelle prévoit normalement toujours qu'elle aura à faire face à la gestion de soldats ennemis faits prisonniers. Cela exige une intendance pour les loger (de manière enfermée), de les nourrir et de les surveiller. Dans le cadre d'un soulèvement, il existe un décalage toutefois immense entre le régime cherchant à se préserver et les forces populaires organisées sur le tas. En effet, le régime dispose de bases militaires et de commissariats de police, ou de grands locaux de toutes façons s'il doit faire face à un emprisonnement massif.

Mais comment des forces populaires peuvent-elles gérer des prisonniers alors que leur situation matérielle est précaire, avec une capacité de violence révolutionnaire réalisée sur le tas ? Le problème est à la fois matériel et psychologique, car il faut savoir quoi en faire en tant que tel mais également avoir à l'esprit de savoir les gérer suivant les principes de la morale révolutionnaire. C'est là un défi et on sait que, sur ce point, toute révolution est à la fois simple et complexe : d'un côté, il y a toujours de nombreux éléments des forces réactionnaires comprenant qu'ils sont dans le mauvais camp, de l'autre la révolution, comme l'a dit Mao Zedong, n'est pas « un dîner de gala ».

La guerre informationnelle, la guerre psychologique

La guerre en Ukraine a dès le départ été marquée par une très intense guerre psychologique ukrainienne, avec des fausses informations diffusées massivement afin de faire apparaître l'armée russe comme criminelle et de parler de victoires ukrainiennes en série. C'est une véritable opération de guerre psychologique, menée de manière professionnelle. C'est un aspect qui, de fait, relève désormais directement de l'appareil militaire lui-même. Il n'est pas attendu un conflit pour réfléchir à la question ; tous les outils pour agir en ce sens sont mis en place en amont, c'est tout à fait assumé.

Dans le cadre d'un soulèvement populaire, il va de soi qu'il en sera de même. Le matraquage sera énorme, le bourrage de crâne systématique, les accusations mensongères à la fois nombreuses et odieuses. Et, ce qui apparaît ici clairement, c'est qu'il ne sera pas possible d'y répondre.

Dans le cadre de la guerre en Ukraine, le régime ukrainien dit une chose, le régime russe dit une autre chose, mais il n'y a pas d'échanges, car les médias de l'ennemi sont interdits ou bloqués de chaque côté. Il y a donc un discours unilatéral, qui se diffuse autant que possible, sans freins. On parle toutefois là de deux États.

Dans le cadre d'un soulèvement populaire, l'ancien régime conserve ses moyens médiatiques. Si la presse peut être bouleversée, il lui reste la télévision, la radio et internet. Il peut ici faire ce qu'il veut. Le camp du soulèvement populaire ne disposera naturellement pas de cela. Internet sera totalement contrôlé, censuré ou coupé et il n'y a pas les moyens concrets de mettre en place une chaîne de télévision ou une radio. Ce qu'on peut voir avec la guerre en Ukraine, c'est que de nombreuses courtes vidéos ont été diffusées, principalement sur le réseau social TikTok.

Cependant, cela n'a pas d'impact réel, si ce n'est d'accompagner un événement en cours. Il y a ici une question fondamentale qui se pose pour le camp du soulèvement et cela montre encore une fois que ce qui se joue, c'est la capacité du peuple à puiser en lui-même, s'il parvient à comprendre que ses ressources sont illimitées. On voit également que le niveau de conscience des masses va jouer sans commune mesure dans un contexte d'immenses pressions propagandistes de la part du régime. Ce dernier ne reculera devant strictement rien pour se maintenir en place. Ce qui se joue ici, c'est clairement la capacité des communistes à disposer d'une pensée-guide qui, se répandant dans les masses, confie suffisamment de force pour assumer un haut niveau de confrontation à tous les niveaux.

La corruption

La guerre en Ukraine a montré que cette démarche est désormais systématique dans les conflits. Le régime ukrainien a immédiatement proposé justement à la fois une amnistie et une importante somme d'argent aux soldats russes désertant et collaborant avec l'armée ukrainienne. C'est là quelque chose d'important, car cela signifie que la tentative de générer des défections, sous la forme de repentis ou de dissociés, n'est pas conçu sur le tas, mais est théorisé en amont. La tentative de corruption fait désormais partie de la panoplie des outils militaires. Il apparaît de plus que dans un environnement urbain, il est capital de disposer d'informateurs pour agir. Le régime ukrainien a pour ce faire mené des campagnes systématiques pour débusquer ceux diffusant des informations à l'armée russe.

Il est ici possible que dans les premiers jours du conflit, le régime ukrainien a réussi à démanteler des réseaux russes entendant faciliter des interventions ciblées sur Kiev de la part de l'armée russe. Tout cela est encore plus vrai dans le cadre d'une guerre civile.

Afin de s'opposer à la diffusion d'une pensée-guide, l'ancien régime cherche à utiliser massivement la corruption. En proposant une combinaison d'amnisties et de sommes d'argent, le régime veut affaiblir le camp ennemi et glaner des informations utiles, tant sur le plan pratique que pour comprendre comment fonctionne son adversaire.

Les villes et les campagnes comme clefs

La guerre en Ukraine pose naturellement la question de la séparation entre les villes et les campagnes. Les campagnes sont prétextes à des mouvements plus larges, alors que les villes, de par leur densité, implique une action militaire offensive, en l'occurrence de la Russie, bien plus difficile à mettre en place. Mais une telle lecture est formelle. La question réelle qui se pose est de savoir dans quelle mesure la contradiction entre les villes et les campagnes a posé le terrain propice pour la guerre populaire. Il est bien connu que la révolution russe repose sur une alliance ouvrière et paysanne, avec une démarche insurrectionnelle dans les villes puis une armée rouge agissant dans les campagnes contre les armées blanches.

En Chine, ce fut la démarche inverse, avec une guerre paysanne permettant à des zones libérées de former des bases d'appui pour la conquête des villes. Mais, dans un pays capitaliste, il n'y a plus de paysans, qui deviennent des agriculteurs rejoignant d'une manière ou d'une autre le prolétariat ou la bourgeoisie. Il n'y a plus d'un côté les ouvriers dans les villes et les paysans dans les campagnes, avec une alliance nécessaire.

La séparation radicale entre les villes et les campagnes réalisée par le capitalisme est, en même temps, une unification de ces deux pôles dans une rurbanisation aliénante qui est, concrètement, le réel lieu de vie du prolétariat métropolitain. On peut même dire que le chaos complet que forme la géographie rurbaïne est le terrain même du soulèvement populaire et de ses possibilités de réussite. C'est en fait l'une des leçons, peut-être la seule au sens strict, que l'on peut tirer de la guerre en Ukraine. Les armées russe et ukrainienne s'affrontent sans réellement savoir quels sont les objectifs, à part de défaire l'adversaire.

Les notions les plus élémentaires de commandement et de contrôle sont caduques, car la Russie n'entend pas « conquérir » au sens strict, et que l'Ukraine est dans une posture défensive tout en ne défendant pas les intérêts nationaux ukrainiens, mais ceux de la grande bourgeoisie ukrainienne liée à la superpuissance impérialiste américaine et ses alliés/valets. Les deux armées réactionnaires ne peuvent pas réellement appréhender le territoire. C'est là quelque chose qu'il faut fondamentalement étudier. Les guerres impérialistes du passé se déroulent désormais dans un environnement façonné par le capitalisme à tous les niveaux. Cela change tout. L'époque elle-même, sur tous les plans matériels, fournit les contradictions révolutionnaires. Cela exige d'autant plus une étude approfondie de la réalité matérielle dans ce qu'elle fournit la matière elle-même de la révolution, pour la révolution, comme partie intégrante de la vision communiste du monde. Sans cela, il n'y a aucune crédibilité dans la proposition révolutionnaire. ■